



**Pacte international
relatif aux droits
civils
et politiques**

Distr.
GÉNÉRALE

CCPR/SP/50/Add.4
1er octobre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Dix-septième session
New York
7 octobre 1997

ÉLECTION, EN APPLICATION DES ARTICLES 28 À 34 DU PACTE
INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES,
DESTINÉE À POURVOIR UN SIÈGE DEVENU VACANT AU COMITÉ
DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

Additif

On trouvera ci-après le nom de deux personnes dont la candidature aux prochaines élections du Comité des droits de l'homme a été proposée après que le Secrétaire général ait présenté, le 22 août 1997, la liste des candidats publiée sous la cote CCPR/SP.50. Le curriculum vitae de ces personnes, tel que présenté par l'État partie intéressé, figure en annexe à la présente note.

Nom du candidat

Proposé par

M. Anaclet Imbiki
M. Georges Razanakoto

Madagascar
Madagascar

ANNEXE

Anaclet Imbiki
(Madagascar)

Date de naissance : 18 mai 1945

Profession : magistrat de premier grade depuis 1989

Langues : français, anglais, malgache

Expérience professionnelle

Fonctions actuelles

Garde des sceaux, Ministre de la justice

Fonctions successivement exercées

Directeur de la législation et du contentieux de l'État malgache, 1995-1996

Directeur de l'administration judiciaire au Ministère de la justice, 1979-1992

Autres attributions*

Président de l'Association Madagascar développement (AMD), 1996-1997

Membre du Réseau africain en administration publique (RAAP), 1996

Membre du Comité d'administration du Centre de recherches et d'études pour le développement du droit (rattaché à l'Académie malgache), 1996

Membre de la Commission de réforme du droit des affaires, 1996

Membre de la Cellule technique de juristes chargés du suivi du projet d'appui à la réforme judiciaire et du droit des affaires, 1996

Conseiller technique non permanent de Monsieur le garde des sceaux, Ministre de la justice, 1996

Études et stages

Certificat de spécialité à l'Institut international d'administration publique de Paris sur le rôle des pouvoirs publics dans la mise en place d'un droit économique, 1996

Certificat de stage à l'École internationale de Bordeaux sur le processus électoral et les systèmes électoraux, 1993

* Depuis 1996, une liste complète est disponible auprès du Secrétariat.

Certificat d'auditeur à l'Institut de hautes études de défenses nationales de Paris, 1986

Diplôme d'études supérieures de droit privé, 1982

Diplôme de l'Institut d'études judiciaires, 1971

Licence en droit, 1970

Autre certificat

Certificat d'étude de la langue anglaise, 1995

Conférences et séminaires*

Internationaux

Colloque international sur la délinquance économique et financière : enjeux et stratégies, 1996

Colloque international sur l'environnement : gestion locale sécurisée des ressources (GELOSE) à Antananarivo (en qualité de consultant), 1996

Publications, communications, travaux**

Publications

Communication : Violation des droits de l'homme, Centre culturel Albert Camus Tananarive – Centre d'information technique et économique (CITE), 1995

Communications

"L'aspect répressif du droit des affaires", communication faite au Colloque international sur la délinquance économique et financière : enjeux et stratégies, 1996

"L'esprit de la démocratie locale à travers les textes sur la décentralisation effective à Madagascar", communication faite le 16 mai 1996 à l'Atelier sur la démocratie locale à Antananarivo

"The problem of criminality in Madagascar", déposé au English Language Institute (ELI), Antananarivo, 1993

"Droit des affaires à Madagascar : effectivité et contraintes", Études au Colloque international sur le droit des affaires à Tamatave, 1995

* Depuis 1996, une liste complète est disponible auprès du Secrétariat.

** Depuis 1995, une liste complète est disponible auprès du Secrétariat.

"Défense civile et les collectivités décentralisées", communication faite le 13 mars 1991 devant le Comité militaire pour le développement au Palais de Tsimbazaza, Antananarivo

Travaux

Étude sur la lutte contre les feux de brousse, rédaction de DINA type (Gestion locale communautaire des ressources naturelles renouvelables) en qualité de consultant, 1997

Étude et élaboration de loi de programme sur le projet Environnement II (en qualité de consultant), 1996

Élaboration et rédaction des textes sur les collectivités décentralisées, 1993-1996

Élaboration et rédaction de projets de textes sur la privatisation des entreprises publiques, 1995

Élaboration et rédaction de l'avant-projet de loi sur la législation forestière à Madagascar (en qualité de consultant), 1995

Georges Razanakoto
(Madagascar)

Date et lieu de naissance : 9 mars 1945, Madagascar

Langues : anglais, français, malgache

Expérience professionnelle*

Dans l'administration judiciaire

Directeur des études au Ministère de la justice, 1997

Avocat général à la Cour suprême, depuis 1993

Magistrat du premier grade, Président de chambre à la Cour suprême, depuis 1989

Date d'entrée dans la magistrature, novembre 1970

En dehors de l'administration judiciaire

À la Banque BTM

Reconduit au poste de directeur des affaires juridiques, 1992-1993

Conseiller juridique auprès de la Direction générale et Directeur des affaires juridiques, 1990-1992

Dans l'enseignement

Édition de manuels de droit civil, de droit du travail et de droit pénal des affaires, 1995 et 1996

Enseignant vacataire au Centre national de télé-enseignement de Madagascar, de 1995 à ce jour

Missions à l'extérieur

Représentant de Madagascar à l'Académie de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), 1997

En Autriche, membre de la délégation malgache à la Conférence des États sur le droit des traités, 1986

À New York, membre de la délégation malgache à la trente-septième session de l'Assemblée générale de l'ONU, 1982

* Une liste complète est disponible auprès du Secrétariat.

Missions à l'intérieur

Président de la sixième Commission de rédaction de projets de textes sur l'État et les entreprises, sous l'égide de l'Académie malgache, 1993

Participant au Colloque international sur le droit des affaires organisé par l'Académie malgache, 1990

Membre de la Commission de réforme du droit de la famille, organisée à Tsimbazaza, 1988

Études

Diplôme de l'Institut d'études judiciaires (IEJ), 1970

Licence en droit privé (régime de 4 ans), certificat d'études judiciaires, 1969

Stages et formations

Participant au Séminaire de formation sur les entreprises en difficultés, organisé à Rome par l'Institut international pour le droit du développement (IDLI) de Rome, 1994

Participation au Séminaire de formation sur les aspects juridiques de la libéralisation de l'économie, organisé à Mantasoa (Madagascar) par l'USAID, l'Académie malgache, le Ministère de la justice et l'IDLI, 1993
